



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°459 (14 JUIN 2026)

CAMPAGNE DE J-L MÉLENCHON ET FORUM DE SAINT-PÉTERSBOURG

LA CAMPAGNE DE JEAN-LUC MÉLENCHON

Introduction

Philippe Meyer :

Jean-Luc Mélenchon a choisi, le 7 juin, Saint-Denis pour donner le coup d'envoi de sa quatrième candidature à l'élection présidentielle, entre la basilique cathédrale où furent sacrés quelques-uns des premiers souverains du royaume, et en face de l'hôtel de ville conquis par le candidat LFI, Bally Bagayoko, dès le premier tour des élections municipales il y a trois mois. Jadis universaliste et jacobin, Jean-Luc Mélenchon a approfondi une mue politique engagée depuis plusieurs années : faire de la « *Nouvelle France* » le cœur de son projet et de sa coalition électorale. La France de 2026 n'est plus celle de 1958. La société a changé dans sa composition, dans la place qu'y occupent les femmes, dans son niveau d'éducation, dans ses structures familiales, dans son rapport au travail comme à l'autorité. Le slogan « *on est chez nous* », traditionnellement associé au Rassemblement national, a été repris par la foule nombreuse des militants et sympathisants LFI pour signifier non l'exclusion, mais l'appartenance commune à la République.

Le rassemblement de Saint-Denis a montré un visage plus maîtrisé du leader insoumis, préférant la démonstration intellectuelle à la polémique permanente, le récit politique à l'invective. Jean-Luc Mélenchon s'est posé en rassembleur apaisé, et leader à gauche. Sourire, discours resserré, dérapages évités, remisant ses provocations pour renfiler son costume de républicain, le candidat des insoumis à la présidentielle s'est contenté de lire son discours et d'égrener ses fondamentaux politiques : « *smic à 1.700 euros* » (soit 15 % de plus qu'actuellement), retraite à 60 ans, Sécurité sociale gérée par ses cotisants, règle

du « *chacun selon ses besoins* ». Promettant de déclencher une « *révolution citoyenne* », de confier le pouvoir au peuple, de restreindre la propriété privée, de taxer les riches pour une meilleure répartition des richesses « *entre le capital et le travail* », il vise à mettre en œuvre un « *projet* » qu'il définit lui-même comme « *collectiviste* ». S'il est élu, la France quittera l'Otan, recherchera un accord avec la Russie et s'affranchira des règles européennes si elles l'entravent : « *nous décréterons un moratoire sur toutes les directives contraires aux mandats que nous aura donnés notre peuple* », a-t-il annoncé. Plutôt que de sortir de l'Union européenne, il propose « *une Europe débarrassée du libéralisme* ».

Se posant en seul pôle politique clair à gauche, écrasant les socialistes et les Verts, qui s'enferment dans des débats internes illisibles, l'insoumis se place comme la seule alternative au RN. Agé de 74 ans, le tribun, bien que rejeté par 69 % de l'opinion (selon le baromètre mensuel Odoxa pour Public Sénat et la presse régionale), voit sa popularité grandir au sein de l'électorat de gauche, avec 49 % d'adhésion. Toutefois, si 58 % des 18-24 ans ont une opinion favorable de Mélenchon, le chiffre chute à 14 % pour les 50-64 ans.

Kontildondit

Matthias Fekl :

Je partage l'idée qu'il s'agit plutôt d'un meeting réussi. Il y a un véritable savoir-faire, même si les symboles sont parfois un peu lourds, évidents ou massifs. Cela fonctionne malgré tout. Au fond, Jean-Luc Mélenchon pourrait presque ouvrir une agence événementielle. Au-delà de cela, il y a une réelle capacité à jouer avec l'histoire du pays, avec la culture, et à se réapproprier des symboles qui étaient passés dans d'autres camps. Ce « *on est chez nous* » était assez puissant, tant cette formule avait été accaparée au cours des dernières années.

Mais il ne faut pas être dupe. Au-delà des questions liées à sa personnalité, je vois quatre problèmes politiques fondamentaux. Le premier est celui de l'antisémitisme. Appelons cela, par politesse, une ambiguïté, mais en la matière l'ambiguïté est déjà coupable. Dans le contexte actuel, je trouve que l'on joue avec le feu. Il l'a encore fait récemment en jouant sur des noms de personnalités juives, en les prononçant volontairement de travers. Il y a là des comportements extrêmement dangereux à un moment où notre pays connaît une résurgence importante de l'antisémitisme.

Le deuxième problème est la brutalisation permanente du débat public. Certes, ce n'était pas la tonalité du discours de Saint-Denis, mais lui-même et son mouvement passent leur temps à exploiter tout ce qui divise, tout ce qui blesse, à faire du bruit et de la fureur. C'est même revendiqué comme méthode d'action. Pourtant, à un moment où notre société affronte des défis majeurs, nous aurions plutôt besoin de baisser le volume, de traiter les problèmes de fond avec davantage de sérénité et aussi de rationalité.

Le troisième problème, lié au précédent, concerne son rapport à la démocratie. Il prône une « révolution démocratique », mais il suffit d'observer le fonctionnement

de son propre mouvement, largement dévoué à sa personne, pour douter de sa capacité à rénover nos institutions, qui en ont pourtant besoin. Il a également montré un rapport problématique aux contre-pouvoirs. « *La République, c'est moi* » : ce n'est pas le genre de formule que l'on souhaite entendre de la part de quelqu'un qui aspire aux plus hautes responsabilités.

Enfin, le quatrième point concerne l'orientation internationale, qui sera déterminante dans la prochaine campagne présidentielle au regard du contexte anxigène et objectivement dramatique que nous connaissons. Cette orientation me paraît clairement prorusse et également anti-européenne. À une époque, Jean-Luc Mélenchon voulait remplacer l'Union européenne par une alliance bolivarienne dont on ne voyait pas très bien la traduction concrète. Malgré toutes les imperfections de l'Union européenne, il faut mesurer ce que serait notre pays sans cet ancrage européen, et sans l'euro pour notre économie. Tout cela me paraît très problématique.

J'ajoute un dernier point, plus directement politique. L'élection présidentielle de l'an prochain sera probablement surdéterminée par la question du second tour. Bien sûr, nous sommes encore à un an de l'échéance et rien ne se passe jamais exactement comme prévu. Mais si l'hypothèse d'une présence du RN au second tour se confirme, la question centrale sera simple : qui peut le battre ?

Or, à ce stade, Jean-Luc Mélenchon apparaît comme le moins bien placé pour y parvenir. Toutes les enquêtes d'opinion indiquent qu'il est aujourd'hui celui qui a le plus de chances d'être battu, quel que soit le candidat du RN face à lui. Sur ce point, nous serons fixés le 7 juillet.

Philippe Meyer :

Je note que Matthias Fekl ne semble pas accorder une grande puissance de feu aux « Lucioles », ce mouvement créé par Olivier Faure pour à la fois s'opposer à l'extrême droite et dépasser Jean-Luc Mélenchon.

Matthias Fekl :

Sur les lucioles, je ne sais pas. En revanche, ce qui est certain, c'est qu'une bonne partie de l'issue de la prochaine présidentielle dépendra de la capacité du centre gauche et du centre droit à être crédibles, à faire émerger chacun une candidature forte et à proposer non seulement un programme sérieux, mais aussi une force symbolique et une dynamique. Si la division persiste partout, alors l'hypothèse d'un second tour opposant deux forces extrêmes devient tout à fait envisageable.

François Bujon de l'Estang :

M. Mélenchon est un homme qui nous a habitués à nous choquer et parfois à nous surprendre. Pourtant, dans ce début de campagne, il donne au contraire l'impression d'une très grande aisance, retrouvant une activité qu'il maîtrise parfaitement. Il faut d'ailleurs souligner qu'il est le premier candidat à s'être véritablement déclaré. Il l'a fait dès le début du mois de mai et il est déjà le premier à tenir des meetings de campagne, alors que les autres n'en feront que dans quelques mois.

Partir aussi tôt est une tactique intéressante, mais risquée. Lorsqu'on entre très tôt en campagne, on devient également une cible très tôt. C'est la première chose qui me frappe. C'est sa quatrième candidature. Il connaît parfaitement le paysage politique, les protagonistes, et la France est désormais très habituée à Jean-Luc Mélenchon. Il est parti d'un bon pas, il enfile cette campagne comme une vieille pantoufle, avec une réelle satisfaction. Le premier meeting à Saint-Denis a été réussi. Le lieu est emblématique et riche de contrastes avec le programme qu'il défend. Il est parti d'un bon pas également parce qu'il bénéficie de l'élan des municipales, plutôt favorables à son mouvement, avec notamment l'élection de Bally Bagayoko à la mairie de Saint-Denis. Surtout, il est seul en campagne pendant que les autres responsables de gauche restent empêtrés dans leurs querelles et leurs débats existentiels sur la question d'une primaire.

Lui déroule tranquillement sa stratégie, allant même jusqu'à déclarer que la primaire est déjà gagnée puisqu'il est déjà en campagne.

Ce qui est intéressant, c'est le mélange de continuité et d'innovation qu'il propose. La continuité est évidente. Candidat pour la quatrième fois après trois échecs, il en a tiré certaines leçons. Mais on retrouve la tonalité révolutionnaire, les accents marxistes ou trotskistes, le facteur identitaire qu'il met volontiers en avant. On retrouve aussi, en filigrane, beaucoup des thèmes qu'il avait abordés face à Éric Zemmour lors de la précédente campagne. Son cocktail de lutte des classes traditionnelle et de théorie critique de la race, beaucoup plus contemporaine, évoque certains débats wokistes américains. Sa base électorale reste sensiblement la même et se compose de trois grands ensembles : les jeunes, parmi lesquels les sondages lui sont favorables ; une partie importante des populations immigrées, ce qui nourrit une tonalité très tournée vers les questions musulmanes ; et enfin les habitants des logements sociaux ainsi que les acteurs du secteur social. Le drapeau palestinien est devenu un élément permanent du décor de ses réunions publiques.

Mais il existe aussi quelques innovations. D'abord, il est le seul à gauche à faire campagne. En soi, c'est déjà une nouveauté. Cela lui évite d'avoir des concurrents directs tout en lui permettant de critiquer librement socialistes et écologistes. Il profite de leurs difficultés, mais peut-être pas autant qu'il l'espérerait. Ensuite, il y a le récit de la « *Nouvelle France* ». C'est véritablement nouveau. Il a construit un narratif destiné aux femmes, aux jeunes, aux immigrés, et plus particulièrement aux musulmans. Les références à Gaza, à la Palestine et aux crises du Proche-Orient occupent une place importante dans ce discours. Il avance également de nouveaux mots-clefs : la créolisation, autour de l'idée du métissage ; la nouvelle condition féminine, qu'il met fortement en avant ; la nouvelle classe ouvrière (notion qu'il évoque sans la développer) ; et la précarisation accrue de la jeunesse, qui constitue un de ses thèmes les plus solides.

Je retrouve cependant, dans cette valorisation des minorités, dans la promotion du multiculturalisme et dans l'attention portée à des problématiques très spécifiques, des accents qui rappellent certains courants venus des États-Unis. L'autre innovation concerne le ton. Lui qui affectionne habituellement les éclats, les imprécations et les formules tonitruantes comme « *la République, c'est moi* », adopte pour l'instant un registre plus apaisé et plus rassembleur. C'est nouveau. Il n'y a pas encore eu de dérapage majeur ni d'énormité. Cela viendra peut-être, car la campagne sera longue. Ayant démarré si tôt, il lui faudra tenir encore douze mois. Pour l'instant, la volonté est clairement de paraître plus lisse. J'ai également noté moins de références à ses maîtres à penser habituels. À Saint-Denis, je n'ai pas entendu d'éloge du bolivarisme, de Fidel Castro, de Nicolas Maduro, ou d'Hugo Chávez. Cela manque presque. Cela viendra peut-être plus tard. En revanche, l'ouverture en direction de l'islam est très assumée. La « starisation » de Rima Hassan, la présence du drapeau palestinien et les références constantes à Gaza montrent clairement cette orientation. Cela étant, les obstacles à son succès sont bien connus et restent les mêmes. Le premier est stratégique. Il se place délibérément dans la perspective du second tour. Il se présente comme l'adversaire principal du Rassemblement national et comme l'interlocuteur naturel de Marine Le Pen ou de Jordan Bardella. Il compte sur ses qualités de tribun et sur sa culture pour l'emporter dans un débat. Mais avant cela, il y a un premier tour. C'est donc une stratégie difficile à soutenir. La deuxième faiblesse est son programme économique. Il me paraît particulièrement indigent. Retraite à 60 ans, hausse de 15 % du SMIC, fiscalité fortement alourdie, remise en cause des contraintes européennes : toutes les recettes sont réunies, selon moi, pour fragiliser rapidement l'économie du pays. C'est une faiblesse majeure.

Enfin, la troisième difficulté est sa capacité à rassembler au-delà de sa base électorale. Celle-ci est solide, probablement autour de 9 à 10 % de l'électorat selon certains observateurs. Il est déjà plus haut dans les sondages, mais pour

atteindre un niveau lui permettant d'accéder au second tour et d'y être crédible, il lui faut élargir considérablement son audience. Or *tous* les sondages le donnent aujourd'hui nettement battu au second tour face à un candidat du Rassemblement national. C'est là, à mes yeux, le principal problème de crédibilité auquel sa candidature est confrontée.

FORUM DE SAINT-PÉTERSBOURG ET ISOLEMENT DE LA RUSSIE

Introduction

Philippe Meyer :

Le 3 juin, à l'ouverture du Forum économique international de Saint-Pétersbourg, la ville natale de Vladimir Poutine, des drones ukrainiens ont frappé une installation pétrolière et un site militaire à proximité. Les quelque 200 invités de 130 pays ont été accueillis avec un panache de fumée noire en arrière-plan.

L'ancien colonel du SVR (les services de renseignements extérieurs), Andreï Bezroukov a vu dans cette attaque un motif de poursuite de l'affrontement. Selon lui, « *la Russie restera en état de guerre, et nous devons apprendre à vivre avec pour au moins deux décennies, et cela va façonner deux générations* ».

Le rendez-vous pétersbourgeois, lancé en 1997 est devenu « *international* » en 2007. Considéré autrefois comme le « Davos russe », il a changé de visage depuis l'invasion de l'Ukraine. Cette édition a donné la place d'honneur aux Chinois et aux Saoudiens. Il a reçu une délégation économique nord-coréenne, des représentants talibans et quelques figures occidentales. La présence, pour la première fois depuis 2022, d'une délégation allemande et d'élus du parti d'extrême droite de l'AfD a été remarquée.

Plus de quatre ans après le début de la guerre contre l'Ukraine, la Russie fait face à de multiples sanctions occidentales, à une inflation élevée, à des coûts d'emprunt prohibitifs et à des pénuries de main-d'œuvre, qui placent son économie dans une situation délicate. Alors que la situation sur le front est proche de l'impasse, l'Ukraine multiplie les frappes sur les dépôts, raffineries de pétrole et oléoducs russes pour priver Moscou de l'une de ses principales

sources de revenus. Le PIB russe s'est contracté de 0,2% au cours des trois premiers mois de l'année, selon les statistiques officielles. C'est la première baisse trimestrielle en trois ans. L'État a affiché un déficit budgétaire de 80 milliards de dollars au cours des quatre premiers mois de 2026 - soit l'équivalent de 2,5% du PIB annuel et plus que ce qui était prévu pour l'ensemble de l'année. Toutefois, la Russie dispose de certains atouts. C'est l'un des pays développés les moins endettés au monde (environ 16% du PIB) et il dispose d'un fonds souverain d'environ 156 milliards d'euros. Ses exportations d'hydrocarbures connaissent une hausse conséquente depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, qui a bouleversé les marchés énergétiques.

Affecté par une popularité en berne et des pertes lourdes sur le front, Vladimir Poutine a minimisé, le 5 juin, les difficultés économiques auxquelles fait face son pays, préférant vanter sa « *souveraineté* » et ses partenariats avec les pays du Sud. Il a rejeté, l'idée d'une rencontre en tête-à-tête proposée la veille par son homologue ukrainien dans une lettre ouverte, tant qu'un accord final n'aura pas été négocié en amont pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Le forum de Saint-Pétersbourg s'est terminé le 6 juin comme il avait commencé : sous une salve d'attaques de drones ukrainiens.

Kontildondit

François Bujon de l'Estang :

Les grandes manifestations organisées par Vladimir Poutine sont décidément plus difficiles à réussir cette année et à maintenir au niveau de prestige auquel elles nous avaient habitués. La célébration du 9 mai l'avait déjà montré. Elle avait été réduite en raison de la crainte d'attaques de drones ukrainiens. Cette fois, l'attaque a bien eu lieu, et avec éclat. Au début comme à la fin du forum de Saint-Pétersbourg, les visiteurs ont été accueillis par les images d'un épais rideau de fumée noire provoqué par les frappes ukrainiennes contre la base militaire de Kronstadt et un complexe pétrochimique. Tout cela montre bien à quel point le contexte est particulier et combien il est difficile pour Vladimir Poutine de faire rayonner son événement.

La guerre en Ukraine était omniprésente, et ces attaques de drones constituent un véritable pied de nez à Vladimir Poutine. Les mesures de sécurité russes sont considérables et frappent tous les observateurs, y compris celles qui entourent personnellement le président russe, lequel donne parfois l'impression de redouter une tentative d'élimination ciblée. L'impression générale est évidemment négative, parce que le contexte l'est lui-même. La guerre est désormais entrée dans sa cinquième année. Elle est enlisée. Les progrès russes sont limités, voire inexistantes sur certains fronts. Les pertes russes sont astronomiques, malheureusement dans la continuité de l'histoire militaire du pays. L'obstination de Vladimir Poutine est manifeste, tandis que la résilience ukrainienne demeure remarquable malgré les difficultés rencontrées.

Ce qui frappe particulièrement depuis quelques semaines, c'est la capacité de l'Ukraine à mener des frappes en profondeur contre des objectifs économiques russes très éloignés de la ligne de front. Certains parlent d'un basculement de la guerre ; cela me paraît excessif. En revanche, il est clair qu'il n'y a pas

aujourd'hui de progrès russe décisif, tandis que la résistance ukrainienne apparaît plus visible que jamais.

Le second élément défavorable concerne la situation économique russe. Elle n'est pas aussi dégradée que le souhaiteraient les Ukrainiens ou les Occidentaux, mais ses difficultés sont réelles. On observe une forme de stagnation économique, un déficit budgétaire en hausse, une croissance en recul, une inflation de 6 à 7 %, des coûts d'emprunt élevés et une pénurie persistante de main-d'œuvre. L'économie russe n'est pas brillante. Ce qui est particulièrement frappant, c'est la difficulté rencontrée par le tissu des petites et moyennes entreprises, pourtant relativement dynamique, pour se financer. Le marché des capitaux est atone et le rythme des investissements demeure faible. La perte du marché européen pénalise finalement lourdement l'économie russe. L'isolement international de la Russie est également flagrant. Certes, Moscou peut compter sur la Chine, mais le forum de cette année contraste fortement avec les éditions passées. Là où l'on voyait autrefois de nombreux chefs d'État et d'importantes délégations étrangères, on trouvait essentiellement les présidents de l'Ouzbékistan et de la Tanzanie. Les autres délégations étaient plus marginales. On a vu l'AfD allemande, parti notoirement favorable à la Russie, ainsi qu'une petite délégation américaine davantage présente pour la forme que pour son poids politique réel. Rien de tout cela ne contribue réellement au prestige de l'événement.

Il faut cependant éviter tout triomphalisme et ne pas surestimer les difficultés rencontrées par Vladimir Poutine. D'abord parce qu'il ne change pas de cap. Il demeure obstiné et poursuit sa guerre. Lorsque certains responsables russes affirment que le pays devra vivre plusieurs générations dans un état de guerre, ils ne se trompent probablement pas. Vladimir Poutine s'est en quelque sorte identifié à la guerre. Son ascension politique est liée aux guerres de Tchétchénie. Puis sont venues la Géorgie, l'Ukraine et les menaces permanentes adressées aux anciennes républiques soviétiques, de la Moldavie à l'Arménie. Son discours

n'a pas changé. À Saint-Pétersbourg encore, il a répété que la guerre prendrait fin lorsque la Russie aurait atteint ses objectifs. Point final.

Ensuite, il dispose toujours d'atouts économiques importants. On insiste souvent sur les difficultés, mais la Russie reste très peu endettée extérieurement. Une dette équivalente à 16 % du PIB ferait rêver bien des pays. Elle possède également un fonds souverain conséquent et continue de bénéficier de ses exportations d'hydrocarbures, renforcées par les tensions actuelles au Moyen-Orient et dans le détroit d'Ormuz. La Russie conserve également des alliances solides. Le rapprochement avec la Chine en est l'exemple le plus évident.

Vladimir Poutine s'est rendu à Pékin aussitôt après certaines visites occidentales, retrouvant son partenaire privilégié Xi Jinping. Le fait que la Russie semble accepter une position de partenaire junior de la Chine ne paraît pas déranger le Kremlin, ce qui continue de m'étonner au regard des inquiétudes que cette perspective suscitait autrefois dans les élites russes. La Corée du Nord et l'Iran demeurent également des partenaires importants. Quant aux BRICS, Vladimir Poutine continue d'y voir un levier stratégique, avec des dirigeants comme Lula ou Narendra Mōdi qui lui restent globalement favorables. La Russie n'est donc pas aussi isolée qu'on le dit parfois, même si elle peine à le démontrer publiquement.

Enfin, Vladimir Poutine bénéficie d'un dernier atout : la passivité de la société russe. Les citoyens ont évidemment de nombreuses raisons de craindre les mesures coercitives du régime. Mais, en dehors de quelques protestations limitées, souvent exprimées depuis l'étranger par les exilés russes, la contestation restent faibles. Au fond, Vladimir Poutine continue de diriger une puissance qui fut une grande puissance mondiale, aujourd'hui affaiblie et enlisée dans une guerre dont elle ne parvient pas à sortir. Mais cette « démocrature », tempérée par l'assassinat, n'apparaît pas, pour l'instant, réellement menacée.

Marc-Olivier Padis :

La présentation de François Bujon de l'Estang montre finalement que les atouts de la Russie peuvent aussi se retourner contre elle. Elle dispose d'alliances solides, mais cela la place dans une position de vassalité, elle bénéficie des revenus des hydrocarbures, mais cette rente souligne sa dépendance extrême à une seule ressource. Quant à la passivité de la population russe, elle peut apparaître autant comme une faiblesse que comme un avantage, surtout lorsqu'on la compare à la vitalité de la société ukrainienne.

Je ferai trois remarques. La première est que la population russe ressent désormais beaucoup plus directement les effets de la guerre. À Saint-Pétersbourg, elle a vu les colonnes de fumée provoquées par les frappes ukrainiennes. Elle doit parfois se réfugier dans des abris antiaériens. L'accès à Internet et à certains réseaux sociaux a été fortement restreint, ce qui suscite du mécontentement. S'y ajoutent désormais des pénuries, qu'il s'agisse de carburant ou de biens de consommation courante.

La deuxième remarque concerne l'Ukraine. Je parlerais moins de résilience que de dynamisme. L'Ukraine démontre aujourd'hui une véritable capacité offensive et un savoir-faire militaire qui se traduit par le développement d'une industrie de défense performante, notamment dans le domaine des drones. Ces capacités intéressent désormais bien au-delà du théâtre ukrainien. Kyiv les a présentées à plusieurs pays du Golfe exposés aux menaces iraniennes, ce qui a fortement impressionné les Américains. Plus récemment, un communiqué commun du chancelier allemand, du Premier ministre britannique et du président français a souligné la volonté européenne d'apprendre de l'expérience acquise par l'Ukraine sur le champ de bataille et de développer avec elle des coopérations industrielles de long terme.

L'Ukraine est désormais perçue par les principales puissances européennes non plus seulement comme un pays à soutenir, mais comme un partenaire capable

d'apporter une expertise précieuse à la défense européenne. L'expérience militaire est aujourd'hui largement du côté ukrainien. Même si cela ne se traduit pas encore complètement sur le terrain, la Russie recule désormais légèrement dans certaines zones et se trouve confrontée à une vaste zone de destruction et de dissuasion mise en place par les Ukrainiens.

Ma troisième remarque concerne la diplomatie. Il me semble qu'un élément nouveau apparaît : le retour des puissances européennes comme intermédiaires crédibles dans la recherche d'une solution négociée. Donald Trump est absorbé par les tensions avec l'Iran et n'a pas démontré, malgré ses envoyés spéciaux, sa capacité à débloquer le conflit. Les Européens reprennent donc l'initiative et pourraient retrouver une place centrale dans les prochaines semaines. Le sommet organisé récemment à Londres, réunissant Volodymyr Zelensky, le Premier ministre britannique, le chancelier allemand et le président français, visait à réaffirmer la solidarité européenne avec l'Ukraine mais aussi à préparer une initiative diplomatique. Dans ce contexte, les ambassadeurs de ces pays ont été reçus à Moscou par le vice-ministre russe des Affaires étrangères afin de transmettre un message en faveur d'une négociation et, probablement, d'offrir les bons offices européens pour faciliter un dialogue.

Cela intervient alors que Vladimir Poutine a rejeté sans discussion la proposition de négociation formulée par Volodymyr Zelensky. Cette attitude donne l'impression d'un dirigeant enfermé dans une rhétorique et une vision du conflit de plus en plus éloignées des réalités. Poutine semble vivre dans une bulle au Kremlin, entouré de responsables qui ne lui rapportent plus que ce qu'il souhaite entendre. Il apparaît lui-même prisonnier d'une propagande devenue parfois grotesque, au point que certaines explications officielles rappellent les heures les plus absurdes du stalinisme.

La véritable question est désormais de savoir comment faire sortir Vladimir Poutine de cette bulle et le confronter à la réalité. Car le jour où la Russie se réveillera de ce moment poutinien, elle devra affronter des problèmes

considérables : une démographie dégradée, le départ d'une partie de sa jeunesse, une perte de confiance dans les institutions, une économie affaiblie. C'est alors tout un pays qu'il faudra reconstruire.

Matthias Fekl :

Je dirais que le sommet de Saint-Pétersbourg, dans la ville natale de Vladimir Poutine, illustre à la fois l'isolement relatif de la Russie et son affaiblissement significatif. C'est la combinaison de ces deux phénomènes qui pose aujourd'hui la question de l'issue du conflit.

L'isolement est réel. François Bujon de l'Estang l'a rappelé : dans les années 2010, les grands dirigeants du monde étaient présents à Saint-Pétersbourg. C'était véritablement le Davos russe. On y voyait Angela Merkel, Emmanuel Macron ou Shinzo Abe. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Mais il faut tout de même noter que 130 pays étaient représentés cette année. La Chine et l'Arabie saoudite occupaient une place centrale. Le secrétaire général de l'ONU était présent. On observe également un attelage assez singulier et, à vrai dire, préoccupant : des représentants de l'AfD allemande, Candace Owens, complotiste connue pour avoir relayé la rumeur absurde visant Brigitte Macron, ou encore des personnalités proches de Donald Trump, comme l'homme responsable de la salle de bal à la Maison blanche. Ce n'est sans doute pas très prestigieux, mais ce n'est pas insignifiant non plus. On trouve également le président de la chambre de commerce américano-russe, qui affirme que les entreprises américaines continuent de travailler sans difficulté majeure en Russie, ainsi qu'une délégation d'entreprises allemandes. L'Allemagne a investi plus de 100 milliards d'euros en Russie et beaucoup d'entreprises cherchent naturellement à préserver leurs positions. Le jour où les relations économiques reprendront, certains pays auront conservé des points d'appui importants. L'isolement russe est donc incontestable, mais il n'est pas absolu.

L'affaiblissement, en revanche, est très significatif. Rien ne s'est déroulé comme

le Kremlin l'avait prévu. L'invasion de l'Ukraine devait être une promenade de santé. Nous en sommes très loin. Les pertes russes sont faramineuses. On évoque aujourd'hui plus de 35.000 morts par mois du côté russe, soit davantage que les capacités actuelles de recrutement. Cette situation pose à terme la question d'une nouvelle mobilisation, partielle ou générale. À cela s'ajoute l'impact croissant de la guerre sur la société russe : restrictions d'Internet, perturbations du quotidien, sentiment d'usure. Les effets du conflit deviennent de plus en plus visibles.

Sur le plan économique, les sanctions continuent de produire leurs effets. Certes, les revenus pétroliers restent importants, mais l'Ukraine cible désormais directement les infrastructures d'exportation d'hydrocarbures. J'ai lu que près de deux cinquièmes de ces capacités auraient été touchés ; je ne peux pas garantir ce chiffre, mais il illustre la pression croissante exercée sur ce secteur. La croissance a été revue à la baisse et plusieurs indicateurs deviennent préoccupants pour la Russie.

Comment sortir de cette situation ? La difficulté est que nous disposons aujourd'hui de beaucoup moins de spécialistes capables de décrypter les équilibres internes du Kremlin. L'opacité du système s'est encore renforcée. Malgré cela, deux tendances apparaissent dans les débats qui entourent Vladimir Poutine.

La première est celle de la ligne dure, portée notamment par l'oligarque Konstantin Malofeïev, l'ancien officier du renseignement Andreï Bezroukov ou encore l'idéologue d'extrême droite Alexandre Douguine. Selon eux, la guerre peut durer vingt ans, façonner plusieurs générations de Russes et ne doit connaître aucune limite, y compris dans l'usage de la menace nucléaire. Face à eux existe une tendance plus pragmatique et plus inquiète. Le président de la Banque de développement russe, notamment, a mis en garde contre les conséquences économiques du conflit et contre le risque d'un retour à un dirigisme excessif qui freinerait durablement le développement du pays. Des

débats existent donc désormais autour de Vladimir Poutine, alors même qu'il apparaît de plus en plus clairement que les objectifs initiaux de la guerre ne pourront pas être atteints.

Le problème est qu'il n'existe toujours aucune volonté de compromis du côté russe. Volodymyr Zelensky a proposé de nouvelles discussions, mais Moscou ne montre aucune ouverture, ni sur les questions territoriales, ni sur les échanges de prisonniers, ni sur le dossier des enfants ukrainiens transférés en Russie. Nous sommes donc confrontés à une situation profondément tragique, dont les évolutions sont importantes, mais pour laquelle aucune solution politique ne se dessine encore.